

CONTRAT DE CONCESSION

N° 06A70/2016/DC/M052

ENTRE

L'Union européenne, représentée par le Parlement européen,
dont le Secrétariat général est établi au Plateau de Kirchberg, L-2929 Luxembourg,
lequel est, pour la signature du présent contrat, représenté
par

ci-après dénommé "*le Parlement européen*",

d'une part,

ET

..... domicilié à/dont le siège social est établi à

.....

représenté par,

agissant en qualité de,

ci-après dénommé "*le concessionnaire*",

d'autre part,

ci-après dénommés collectivement "*les parties*"

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIVIT.

ARTICLE 1 - OBJET

1. Le Parlement européen, autorité concédante, confie au concessionnaire l'exploitation et la gestion, aux risques et périls de celui-ci, d'un service de coiffure mixte en échange duquel le Parlement européen met à disposition du concessionnaire un espace situé dans ses bâtiments à Strasbourg, ce que le concessionnaire accepte aux conditions du présent contrat et ses annexes qui en font partie intégrante.

Le Parlement européen ne garantit aucun seuil minimum de fréquentation ou de chiffre d'affaires.

2. Le Parlement européen met gratuitement à la disposition du concessionnaire l'ensemble des infrastructures nécessaires à l'exploitation de la concession. L'espace mis à la disposition du concessionnaire est équipé conformément aux plans et au récapitulatif du matériel annexés au présent contrat. Tout autre usage dudit espace que celui spécifié dans le présent contrat et le cahier des charges est exclu sous peine de résiliation du contrat.
3. Le concessionnaire exploite la concession de bonne foi et selon les meilleures pratiques professionnelles. Il est le seul responsable de l'exécution de la concession et du respect de la réglementation applicable. Les démarches nécessaires à l'obtention de tous permis, autorisations et assurances requis pour l'exploitation de la concession, en vertu de la législation applicable, incombent exclusivement au concessionnaire.
4. Vu les obligations du concessionnaire et considérant que la mise à disposition des locaux se fera à titre gratuit, le présent contrat ne saurait en aucun cas être considéré comme un bail commercial. La législation relative aux baux commerciaux n'est donc pas applicable au présent contrat.

ARTICLE 2 - DUREE - DISPOSITIONS FINANCIERES

1. Le présent contrat entre en vigueur à la date de sa signature par l'ensemble des parties contractantes pour une durée d'un (1) an.

Le contrat sera renouvelé tacitement d'année en année, sans toutefois pouvoir excéder une durée de sept (7) années à compter de son entrée en vigueur fixée au paragraphe précédent, à moins que l'une des parties ne s'y oppose par lettre recommandée envoyée au moins six (6) mois avant l'expiration de la durée initiale ou avant chaque terme annuel.

2. Les prestations faisant l'objet du présent contrat doivent être exécutées à compter du 1^{er} septembre 2017, mais ne peuvent en aucune circonstance commencer avant la date d'entrée en vigueur du présent contrat.
3. Au-delà de la période maximale de 7 ans, la concession peut être prolongée par avenant pour une durée strictement nécessaire à l'aboutissement d'une procédure de mise en concurrence ayant pour objet la signature d'un nouveau contrat de prestations similaires à celles faisant l'objet du présent contrat.
4. Sauf autre indication, tous les autres délais mentionnés dans le présent contrat de concession sont calculés en jours calendrier.
5. Le concessionnaire sera tenu de régler une quote-part des charges d'exploitation de l'espace visé à l'article 1 (quote-part de la consommation d'électricité, de gaz et d'eau et des frais de maintenance, nettoyage et de gardiennage de l'immeuble).

Cette quote-part forfaitaire s'élève à la somme annuelle de 2186 €

Ce montant forfaitaire sera lié à l'indice français des prix à la consommation. L'indice de base est l'indice des prix à la consommation du mois précédant le mois pendant lequel le contrat aura été conclu.

Le 1^{er} janvier de chaque année, le montant forfaitaire sera adapté de plein droit en plus ou moins selon la formule :

$$\frac{\text{montant de base} \times \text{indice du mois précédant l'indexation}}{\text{indice de base}} = \text{montant ajusté}$$

Le paiement de la quote-part est effectué annuellement et par anticipation au mois de février de chaque année, sauf en 2017 où il se fera en septembre, sur base de la quote-part de l'année en cours.

Les montants à verser au Parlement européen s'entendent hors TVA, le Parlement européen étant exonéré de tous impôts et taxes.

6. Le concessionnaire s'engage à appliquer les prix remis dans son offre pendant vingt-quatre (24) mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent contrat. Il appliquera pour sa clientèle des prix TVA incluse.

À compter de la troisième année du contrat, les prix pourront être révisés, à la hausse ou à la baisse, chaque année à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du contrat, sur demande d'une des parties contractantes adressée à l'autre partie par lettre recommandée, qui doit être envoyée au plus tard trois (3) mois avant la date anniversaire du contrat.

Cette révision sera réalisée en fonction de l'évolution de l'indice français des prix à la consommation.

Ladite révision sera effectuée selon la formule suivante:

Révision affectant la totalité du prix: calcul sur le prix en vigueur

$$Pr = Pi \times Ir/Ii$$

Pr: Le prix révisé que l'on veut calculer;

Pi: Prix spécifié à l'entrée en vigueur du contrat ou prix résultant de la dernière révision si une telle révision a déjà eu lieu;

Ir: Indice du troisième mois avant l'entrée en vigueur du renouvellement;

Ii: Indice du troisième mois précédant le mois de l'entrée en vigueur du contrat ou du troisième mois précédant l'entrée en vigueur de la dernière révision du prix si une telle révision a déjà eu lieu;

Le prix révisé sera arrondi à l'Euro supérieur.

7. Le concessionnaire s'engage à rembourser les droits, taxes ou rétributions ou les augmentations de ceux-ci que le Parlement européen pourrait, le cas échéant, être contraint de verser aux autorités nationales, régionales, communales, départementales ou locales du fait de la présence ou de l'exploitation de la surface mise à disposition du concessionnaire.

ARTICLE 3 - GESTION DE SERVICE

1. Le concessionnaire s'engage à offrir les services conformément à la présente concession et ses annexes à tous les clients sans discrimination situés dans le périmètre de la concession.

Il doit respecter toutes les dispositions réglementaires et légales correspondant à l'exercice du métier de coiffeur, y compris celles relatives à la fixation des prix des articles vendus ou des services. Il est responsable de tous les travaux de gestion, de paiement de son personnel et de

comptabilité liés à l'exploitation de son établissement.

Le concessionnaire affichera à l'intérieur de son point d'exploitation les tarifs qu'il pratique de façon clairement visible.

Le concessionnaire et son personnel devront maîtriser de manière satisfaisante la langue française qui sera aussi la langue de travail avec le Parlement européen tout au long de l'exécution du présent contrat.

Le concessionnaire n'utilisera que des produits conformes à la législation applicable; en particulier, les normes écologiques devront être scrupuleusement respectées.

Le concessionnaire sera autorisé à faire de la publicité relative à son espace commercial au Parlement européen, uniquement à l'intérieur des immeubles du Parlement européen. Cette publicité sera limitée à la mise en place d'un « totem » mobile devant le local d'exploitation. Il ne pourra faire référence à son exploitation au sein du Parlement européen dans sa publicité pour les éventuelles autres exploitations qu'il tient en dehors du Parlement européen.

2. Le Parlement européen peut effectuer un audit de l'exploitation et de la gestion de la concession, dont notamment le suivi de la qualité et de la satisfaction des clients de la concession. Dans ce cadre, le concessionnaire laisse accès libre à la concession à toute personne préalablement définie par le Parlement européen, sous réserve du respect de la législation applicable.
3. Le concessionnaire et le Parlement européen mènent un dialogue continu sur la qualité de la gestion et l'exploitation des services, la satisfaction des parties contractantes et de la clientèle de la concession, la résolution des problèmes éventuels et le respect des attentes mutuelles.
4. Le Parlement européen peut exiger du concessionnaire de prendre toute mesure corrective de la qualité des services faisant l'objet de la concession, y compris de prévenir toute stratégie abusive de prix. Dans ce cadre, il peut adresser au concessionnaire une mise en demeure par écrit. En l'absence d'amélioration dans le délai fixé par la mise en demeure, le Parlement européen se réserve le droit d'appliquer une pénalité de cinq cents (500) € par jour calendrier de retard, notamment pour tout retard d'ouverture par rapport aux conditions fixées au présent contrat et ses annexes, ou de procéder à la résiliation de la concession conformément aux dispositions de l'article 14 ci-après.

ARTICLE 4 - ASSURANCE

1. Le concessionnaire doit obligatoirement souscrire une assurance couvrant les risques liés à l'exécution du présent contrat et notamment une assurance couvrant sa responsabilité professionnelle et civile au titre d'accidents corporels et matériels.
2. Il doit également s'assurer à ses propres frais afin de couvrir sa propre responsabilité en cas de sinistre mobilier ou immobilier, notamment en cas d'incendie, dégâts des eaux ou bris de glace.
3. Il renonce et fera renoncer ses assureurs à tout recours contre le Parlement européen, notamment en cas de bris de vitre, de vol ou de tout autre acte délictueux dans l'espace occupé par lui.
4. Il remettra une copie de la police d'assurance au Parlement européen au plus tard deux semaines après la signature du présent contrat; à défaut, le Parlement européen pourra résilier de plein droit le présent contrat sans indemnité.

ARTICLE 5 - RESPONSABILITE

1. Le concessionnaire est seul responsable vis-à-vis:
 - des fournisseurs notamment pour ce qui concerne les paiements et
 - des Autorités françaises pour ce qui est des dispositions légales et réglementaires applicables à son activité et aux services au titre du présent contrat.
2. Sauf en cas de faute intentionnelle ou de faute grave de sa part, le Parlement européen ne peut être tenu pour responsable des dommages survenus au concessionnaire ou à son personnel lors de l'accomplissement des tâches faisant l'objet du contrat. Aucune réclamation, tendant soit à l'indemnisation, soit à la remise en état, relative à de tels dommages, ne sera admise par le Parlement européen.
3. Sauf en cas de force majeure, le concessionnaire est responsable des pertes, dommages, directs ou indirects, tant corporels que matériels, et dégâts causés au Parlement européen ou à des tiers par lui-même, toute personne agissant pour son compte ou tout membre de son personnel lors de l'exécution du contrat, y compris dans le cadre de la sous-traitance prévue à l'article 11. Il est également responsable des défauts de qualité et des retards dans l'exécution du contrat. Le Parlement européen ne peut pas être tenu responsable d'actes ou de manquements commis par le concessionnaire lors de l'exécution du contrat.
4. Le concessionnaire assume toute indemnisation en cas d'action, de réclamation ou de procédure engagée par un tiers contre le Parlement européen à la suite de tout dommage causé par le concessionnaire lors de l'exécution du contrat.
5. Lors de toute action intentée par un tiers contre le Parlement européen, en relation avec l'exécution du contrat, le concessionnaire prête assistance au Parlement européen. Les frais encourus à cette fin par le concessionnaire peuvent être supportés par le Parlement européen.
6. Le concessionnaire est tenu de réparer les pertes, dommages directs ou indirects, et dégâts causés au Parlement européen par l'inexécution, l'exécution défectueuse ou l'exécution tardive du contrat.

ARTICLE 6 - PERSONNEL

1. Le concessionnaire doit veiller à ce que toute personne agissant pour son compte ou tout membre de son personnel prenant part à l'exécution du contrat ait les qualifications et l'expérience professionnelles requises pour l'accomplissement des tâches qui lui sont assignées conformément aux critères définis dans les documents d'appel à la concurrence, y compris le cahier des charges.

Le concessionnaire est tenu de n'employer que du personnel digne de confiance et d'une moralité et tenue compatibles avec l'exercice de sa fonction.
À cet effet, il recueillera auprès de candidats au recrutement un extrait de casier judiciaire (ou son équivalent pour les autres pays de l'Union européenne).
Le Parlement européen se réserve le droit de solliciter la communication de ce document à tout moment lors de l'exécution du présent contrat et de refuser l'accès à ses bâtiments à toute personne, et d'en exiger le remplacement, sans que cette mesure ne puisse faire naître un quelconque droit à indemnisation.
2. En cas d'incident lié à l'action ou à l'omission d'un membre du personnel du concessionnaire travaillant dans les locaux du Parlement européen, ou en cas d'inadéquation des qualifications et/ou de l'expérience d'un membre du personnel du concessionnaire avec le profil requis par le contrat, le concessionnaire procède à son remplacement sans délai. Le Parlement européen a le

droit d'obtenir, en exposant ses motifs, le remplacement du membre du personnel en cause. Le personnel de remplacement doit posséder les qualifications et l'expérience nécessaires selon les termes de l'appel d'offres et être capable de poursuivre l'exécution du contrat dans les mêmes conditions contractuelles. Le concessionnaire est responsable de tout retard dans l'exécution des tâches qui lui sont confiées imputable à un remplacement de personnel opéré conformément au présent article.

3. Le concessionnaire est seul responsable du personnel exécutant les tâches qui lui sont confiées. Le concessionnaire doit être en mesure de démontrer à tout moment au Parlement européen que son personnel est en règle à l'égard des réglementations applicables.
4. Le concessionnaire prend toutes les dispositions adéquates (assurances et autres) afin de couvrir son personnel contre tous les risques auxquels ce dernier peut être exposé durant l'exécution du présent contrat.
5. Le contrat doit être exécuté de façon à exclure que le concessionnaire ou son personnel se trouvent dans un lien de subordination avec le Parlement européen.

En particulier:

- le personnel exécutant les tâches confiées au concessionnaire ne peut recevoir aucun ordre direct du Parlement européen et le concessionnaire ou son personnel ne peuvent être intégrés au sein de l'organisation administrative du Parlement européen;
 - le Parlement européen ne peut en aucun cas être considéré comme l'employeur dudit personnel.
6. Le concessionnaire ainsi que son personnel ne peuvent pas représenter le Parlement européen ni se comporter d'une manière susceptible de donner cette impression. Ils sont tenus d'informer les tiers qu'ils n'appartiennent pas à la fonction publique de l'Union européenne.

ARTICLE 7 - MESURES PREPARATOIRES

1. L'espace destiné aux services faisant l'objet du présent contrat est mis à la disposition du concessionnaire en l'état, meublé et raccordé aux réseaux électriques, sanitaire et aux systèmes de chauffage/climatisation.
2. Un procès-verbal d'état des lieux sera dressé contradictoirement entre les parties au plus tard huit (8) jours après la signature du contrat. En approuvant cet état des lieux, le concessionnaire accepte les locaux et matériels qui lui sont confiés et s'engage à les utiliser dans les règles de l'art, conformément aux indications des constructeurs et fabricants.
3. Le concessionnaire doit obligatoirement signaler au Parlement européen dans le plus bref délai et au plus tard trois jours après leur constatation, tous dégâts, disparitions, fonctionnements défectueux, nécessités de révision, de réparation et de renouvellement des biens appartenant au Parlement européen et mis à sa disposition. Le non-respect de cette obligation entraîne automatiquement et de plein droit la reconnaissance par le concessionnaire de la prise en charge des dommages subis.
4. Le concessionnaire prend toutes les dispositions de surveillance nécessaires afin d'éviter pertes et dégâts aux biens appartenant au Parlement européen et mis à sa disposition. Le concessionnaire sera tenu de rembourser au Parlement européen toutes les dépenses de remise en état des locaux, des installations et de remplacement des matériels lorsque sa responsabilité sera engagée pour faute ou négligence.

Au cas où le concessionnaire préférerait remettre en état ou remplacer à ses frais les locaux ou matériels endommagés, l'accord préalable du Parlement européen sera nécessaire.

Cette disposition couvre non seulement les détériorations ou les pertes, mais également les usures et casses anormales dues à des manipulations défectueuses.

5. Le Parlement européen, sans indemnité pour trouble ou privation de jouissance, pourra exécuter les réparations ou transformations nécessaires aux immeubles ou installations, étant entendu que les travaux seront conduits de manière à limiter le plus possible les inconvénients pouvant en résulter pour l'exécution des services.
6. À l'expiration du présent contrat pour quelque cause que ce soit, un procès-verbal d'état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties. Si des dommages imputables au concessionnaire étaient constatés dans l'espace ou concernant le matériel mis à disposition pour les besoins du présent contrat, le Parlement européen en demanderait réparation financière au concessionnaire par lettre recommandée, le règlement devant intervenir dans les trente (30) jours calendaires de la date de réception de ladite lettre. Le montant des sommes dues par le concessionnaire au titre de la réparation desdits dommages sera déterminé par le Parlement européen.

ARTICLE 8 - DECLARATION DU PERSONNEL

1. Le Parlement européen gère l'accès à ses bâtiments, y compris les alentours privatifs et les parkings, de toute personne et se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui permet de s'assurer la sécurité de ses infrastructures. À ce titre, le Parlement européen se réserve le droit de prendre toute mesure nécessaire et notamment de refuser, sans devoir exposer ses motifs, l'accès à ses bâtiments à toute personne, y compris le personnel du concessionnaire, celui de ses partenaires, fournisseurs ou tout autre collaborateur, et d'en exiger le remplacement, sans que cette mesure ne puisse donner lieu à un quelconque droit à indemnisation.
2. Les démarches nécessaires à l'obtention, en temps opportun, de tous permis, autorisations ou accréditations requis pour l'exécution du contrat en vertu des lois et règlements en vigueur au lieu où les tâches confiées au concessionnaire doivent être exécutées, incombent exclusivement au concessionnaire. Ce permis, cette autorisation ou cette accréditation pourrait inclure, mais sans s'y limiter, l'accréditation de sécurité et (ou) l'habilitation de sécurité du concessionnaire ou de toute personne agissant en son nom, nécessaire pour l'accès aux lieux, locaux et (ou) aux manifestations en cours dans le contexte de l'exécution du contrat. Si le concessionnaire ne peut pas obtenir l'un des permis, des autorisations, des accréditations ou des habilitations requis pour l'exécution du contrat et (ou) de s'assurer que le contrat soit exécuté par les personnes ayant tous les permis, autorisations, accréditations ou habilitations requis pour l'exécution du contrat, le Parlement européen peut résilier le contrat sans préavis.
3. Le concessionnaire s'engage à fournir au Parlement européen, et pour la première fois avant la date de début de l'exécution des services et à chaque demande d'établissement de titre d'accès, les noms, prénoms, nationalité, date de naissance et adresse, ainsi que les qualifications, langues parlées et le type de permis de travail des membres de son personnel appelés à travailler dans les locaux du Parlement européen dans le cadre du présent contrat. Selon les dispositions applicables aux membres du personnel considérés, le concessionnaire s'engage à fournir une confirmation de déclaration sociale pour chaque membre de son personnel répertorié dans ladite liste.
4. Toutes les communications effectuées à ce titre seront soumises aux clauses relatives à la protection des données à caractère personnel prévues à **l'Article 16** du présent contrat. Le

concessionnaire déclare avoir informé les membres de son personnel du traitement de leurs données à caractère personnel dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

ARTICLE 9 – GESTION DES BIENS DE LA CONCESSION

1. Le concessionnaire est tenu de gérer, en permanence, les installations mises à sa disposition pour l'exploitation de la concession de façon à les conserver et, le moment venu, à les restituer en bon état d'entretien et de fonctionnement.
2. Le concessionnaire prend à sa charge les réparations et la maintenance courantes de l'équipement mis à sa disposition.
3. Le concessionnaire prend à sa charge exclusive la réparation, l'entretien courant et l'éventuel remplacement des moyens propres qu'il aura apportés dans la concession.
4. L'utilisation d'équipements et de services mis à la disposition du concessionnaire et de son personnel est réservée à des fins strictement professionnelles. Le Parlement européen se réserve le droit, dans le respect des règles applicables notamment en matière de protection de la vie privée et du secret des affaires, de contrôler à tout moment l'utilisation de ce matériel ou de ces services par le concessionnaire ou son personnel. Le concessionnaire s'engage à informer son personnel par écrit de ce droit du Parlement européen.
Le concessionnaire pourra procéder à ses propres frais à des aménagements à l'intérieur de l'espace mis à disposition, sous réserve de l'autorisation préalable et écrite du Parlement européen.
5. Le concessionnaire doit nettoyer régulièrement et maintenir continuellement l'espace occupé en bon état et à ses propres frais.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITE SOLIDAIRE

1. Lorsque le concessionnaire est un groupement, ses membres ont une responsabilité solidaire vis-à-vis du Parlement européen lors de l'exploitation de la présente concession.
2. Les membres du groupement désignent dans un délai de sept (7) jours calendrier à compter de la signature de la concession un chef de file. Sans préjudice du paragraphe 1^{er}, pour l'exécution de la concession, le chef de file agira au nom du groupement. Toutes les communications entre le Parlement européen et le concessionnaire seront effectuées à travers le chef de file.
3. En cas de modification de la composition du groupement en cours d'exécution de la concession, le chef de file informe sans délai le Parlement européen et lui propose un membre équivalent pour accord. En l'absence d'accord du Parlement européen, ce dernier se réserve le droit de procéder à la résiliation de la concession conformément aux dispositions de l'article 14.2.f) ci-après.

ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE ET CESSION

1. Le concessionnaire ne peut, sans autorisation écrite préalable du Parlement européen, conclure de contrats de sous-traitance ni se substituer, en fait, des tiers aux mêmes fins, ni céder tout ou partie des droits et obligations découlant de la concession.

2. Lorsque le Parlement européen autorise le concessionnaire à sous-traiter, celui-ci reste seul et entièrement responsable de la bonne exploitation de la concession.
3. Le concessionnaire est tenu d'inclure dans chaque contrat conclu avec les sous-traitants ou cessionnaires toutes les stipulations permettant au Parlement européen d'exercer les mêmes droits et de bénéficier des mêmes garanties, tant à l'égard de ces derniers qu'à l'égard du concessionnaire lui-même.
4. En l'absence d'autorisation ou en cas de non-respect des conditions dont elle est assortie, toute sous-traitance ou cession est inopposable au Parlement européen et n'a aucun effet à son égard.

ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITE ET DISCRETION

1. Sans préjudice des éventuelles obligations du concessionnaire découlant des réglementations applicables ou imposées par des instances judiciaires ou autorités compétentes, le concessionnaire est tenu de garder confidentiels, à l'égard de toute personne non autorisée, les faits, informations, connaissances, documents ou autre éléments que le Parlement européen lui a indiqués être confidentiels. Le concessionnaire impose le respect de la confidentialité à ses agents, salariés, collaborateurs, sous-traitants et cessionnaires éventuels.
2. Le concessionnaire autorise le Parlement européen à traiter, à utiliser, à diffuser et à publier, à toutes fins, par tous moyens et sur tous supports, les données figurant dans le présent contrat ou en rapport avec ce dernier, notamment l'identité du concessionnaire, l'objet, la durée et la valeur du présent contrat. Lorsqu'il s'agit de données à caractère personnel, les dispositions de l'article 16 ci-après sont d'application. Toute diffusion ou publication par le concessionnaire d'informations relatives contrat de concession doit être préalablement autorisée par écrit par le Parlement européen.
3. Le concessionnaire ne peut utiliser des prises de vue extérieures ou intérieures des bâtiments du Parlement européen, à des fins publicitaires ou commerciales, sans autorisation écrite préalable du Parlement européen.
4. Le concessionnaire accepte que certains éléments de la concession doivent être divulgués conformément aux dispositions du Règlement no. 966/2012 et ses éventuelles modifications subséquentes, relatif aux règles financières applicable au budget général de l'Union européenne, au Règlement no. 1049/2001 et ses éventuelles modifications subséquentes, relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, et aux dispositions régissant la lutte antifraude et l'audit financier.

ARTICLE 13 - FORCE MAJEURE

1. On entend par « force majeure » toute situation ou tout événement imprévisible et exceptionnel, indépendant de la volonté des parties et non imputable à la faute ou à la négligence de l'une d'elles, qui empêche l'une des parties d'exécuter une ou plusieurs de ses obligations contractuelles et qui n'a pas pu être surmonté en dépit de toute la diligence déployée. Les défauts des équipements, du matériel ou des matériaux, leur mise à disposition tardive, les conflits du travail, les grèves, l'inexécution d'un sous-traitant et les difficultés financières ne peuvent être invoqués comme cas de force majeure que s'ils sont la conséquence directe d'un cas de force majeure établi.
2. Si l'une des parties est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par tout moyen, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles.

3. Aucune des parties n'est considérée comme ayant manqué ou contrevenu à ses obligations contractuelles si elle n'a pu les exécuter en raison d'un cas de force majeure. Si, en raison d'un cas de force majeure, le concessionnaire est dans l'impossibilité d'exploiter le service de la concession, il n'a droit à aucune indemnisation de la part du Parlement européen.
4. Les parties prennent toutes mesures nécessaires pour réduire à un minimum leurs éventuels dommages.

ARTICLE 14 - RESILIATION

1. Le Parlement européen peut résilier de plein droit, sans intervention judiciaire, et sans indemnité, par lettre recommandée avec accusé de réception, tout ou partie du présent contrat dans les cas suivants:
 - a) le concessionnaire ou toute personne qui répond indéfiniment des dettes dudit concessionnaire se trouve dans l'une des situations visées à l'article 106, paragraphe 1, point a) ou b), du règlement financier;
 - b) le concessionnaire ou toute personne au sens de l'article 106, paragraphe 4, du règlement financier, se trouve dans une ou plusieurs des situations visées à l'article 106, paragraphe 1, point c) à f), ou à l'article 106, paragraphe 2, du règlement financier;
 - c) si le concessionnaire ne respecte pas les obligations en matière de droit environnemental, de droit social et de droit du travail telles que prévues par le droit de l'Union, le droit national et les conventions collectives ou par les obligations internationales en matière de droit environnemental, de droit social et de droit du travail telles qu'indiquées dans l'annexe X de la directive 2014/23/UE;
 - d) si le concessionnaire se trouve dans une situation de conflit d'intérêts ou d'intérêts à caractère professionnel contradictoires ;
 - e) si le concessionnaire a présenté de fausses déclarations en ce qui concerne les informations exigées pour participer à la présente procédure ou n'a pas communiqué ces informations;
 - f) lorsqu'une modification de la situation juridique, financière, technique ou de l'organisation chez le concessionnaire est susceptible, selon le Parlement européen, d'affecter l'exécution du contrat de manière substantielle;
 - g) si le concessionnaire ne peut, par sa propre faute, obtenir un permis ou une autorisation nécessaire à l'exécution du contrat;
 - h) à la suite d'une mise en demeure, indiquant la nature du manquement aux obligations contractuelles, où le Parlement européen constate que l'exécution n'est pas conforme aux dispositions contractuelles, à celles du cahier des charges et toutes ses annexes, ou à l'offre du concessionnaire, adressée au concessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception et restée en tout ou en partie infructueuse quinze jours (15) calendrier après son envoi;
 - i) si le concessionnaire fait l'objet d'une sanction au titre de l'article 106, paragraphe 13, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012;
 - j) si, après l'attribution du marché, la procédure de passation du marché ou l'exécution du contrat se révèle entachée d'erreurs substantielles, d'irrégularités, de corruption ou de fraude. Si celles-ci sont le fait du concessionnaire, le Parlement européen peut en outre refuser d'effectuer le paiement, recouvrer les montants déjà versés ou résilier tous les

contrats conclus avec ledit concessionnaire, proportionnellement à la gravité desdites erreurs, irrégularités, corruption ou fraude.

3. En cas de force majeure, notifiée conformément à l'article 13 ci-dessus, chaque partie peut résilier la concession si son exécution ne peut être assurée pendant six (6) mois.
4. La résiliation prend effet à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception résiliant le contrat, ou à compter de toute autre date mentionnée dans la lettre de résiliation.
5. Effets de la résiliation :
 - a) Si le Parlement européen résilie la concession conformément au présent article, le concessionnaire renonce à réclamer l'indemnisation des préjudices directs ou indirects, notamment la perte de bénéfices attendus consécutive à l'inexploitation de la concession. Dès la réception de la lettre de résiliation de la concession, le concessionnaire prend toutes les mesures nécessaires pour réduire les coûts à un minimum, pour éviter des dommages et pour annuler ou réduire ses engagements.
 - b) Le Parlement européen peut exiger l'indemnisation de toute perte et dommage directs ou indirects ou dégâts occasionnés dans le cadre de la concession.
 - c) Après résiliation conformément au paragraphe 2, le Parlement européen peut également procéder à une exécution par substitution dans laquelle il engagerait tout autre contractant pour achever les prestations prévues par la concession. Dans ce cas, le Parlement européen est en droit de réclamer au concessionnaire le remboursement de tout coût supplémentaire occasionné par l'achèvement desdites prestations.

ARTICLE 15 - DEMOBILISATION

1. À l'expiration de la présente concession, quelles qu'en soient la date et la cause, le concessionnaire est tenu de prendre toute mesure afin d'effectuer ou de faciliter la démobilisation et le transfert des services à un nouveau concessionnaire ou contractant ou au Parlement européen.
2. L'ensemble des ouvrages concédés fera retour, en état normal d'entretien et de fonctionnement – compte tenu de la vétusté – au Parlement européen, de plein droit et à titre gracieux.
3. Les biens non concédés du concessionnaire qui seront le fait de son industrie et qui apparaîtront dans ses biens propres feront retour au concessionnaire de plein droit.
4. Les règlements correspondant à l'application des dispositions du présent article seront effectués dans les deux (2) mois qui suivront l'expiration de la concession.

ARTICLE 16 - PROTECTION DES DONNEES

1. Les données à caractère personnel générées dans le cadre de l'exploitation de la concession sont traitées conformément au règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 et ses éventuelles modifications subséquentes, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données.
2. Le paragraphe 1 est sans préjudice des obligations du concessionnaire résultant des réglementations nationales applicables, relatives à la protection des personnes physiques à

l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

ARTICLE 17 - DISPOSITIONS FISCALES

1. Le concessionnaire est le seul responsable du respect de la législation fiscale applicable.
2. Le concessionnaire reconnaît que le Parlement européen, en tant qu'institution de l'Union européenne, est exonéré de tous droits et taxes, notamment de la TVA, en application de l'article 3 du protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne. Cette exonération est accordée au Parlement européen par les gouvernements des États membres, soit par voie de remboursement sur pièces justificatives et a posteriori, soit par voie d'exonération directe.

ARTICLE 18 - CONTESTATIONS - EXPERTISES

1. En cas de différend nécessitant des vérifications à caractère matériel ou technique, la partie la plus diligente peut faire procéder à une expertise préalablement à toute instance judiciaire. À cet effet, la partie la plus diligente saisit l'autre partie par écrit de l'objet du différend en lui proposant le nom d'un expert.
2. L'autre partie doit, dans les quinze (15) jours calendrier, faire connaître si elle accepte ou non cet expert, et, en cas de refus, faire une contre-proposition à laquelle il devra être répondu dans les quinze (15) jours calendrier à compter de sa notification. Cet échange de correspondance se fait par lettre recommandée avec accusé de réception.
3. Si les deux parties ne parviennent pas à se mettre d'accord, la partie la plus diligente soumettra le litige à la juridiction compétente en vertu de l'article 19 et demandera, en cas de besoin, à celle-ci de désigner un expert.

ARTICLE 19 - DISPOSITIONS FINALES

1. Le droit de l'Union européenne complété par la loi française s'applique à la présente concession.
2. Tout litige entre les parties se rapportant à la présente concession, qui n'a pu faire l'objet d'un règlement amiable, est soumis au Tribunal, organe juridictionnel de la Cour de justice de l'Union européenne, en vertu de l'article 256, paragraphe 1, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.
3. Les dispositions du présent contrat de concession et ses annexes s'appliquent à tout moment. Toutefois, pour le cas où une contradiction subsisterait entre ces différents documents, les dispositions du présent contrat prévalent sur celles des annexes. Les annexes priment les unes les autres, le cahier des charges primant sur l'offre jointe au présent contrat.
4. Toute modification de la présente concession et de ses annexes doit faire l'objet d'un avenant écrit. Aucune entente formulée oralement ne peut lier les parties à cet effet.
5. En cas d'invalidité ou d'inopposabilité, dictée par la juridiction compétente, d'une disposition de la présente concession, les autres dispositions restent applicables et les parties s'engagent à remplacer la disposition invalide ou inopposable par une autre disposition, ayant l'effet économique le plus proche possible de celui de la disposition mise en cause.

6. Ni les abstentions ni les manquements du Parlement européen quant à l'exercice ou à la mise en application de ses droits découlant d'une quelconque disposition de la présente concession ne constitueront une renonciation du Parlement européen à une quelconque disposition de la présente concession.

ARTICLE 20 - DISPOSITIONS CONCERNANT LES MESURES DE SECURITE

1. Dans le cadre de l'exécution du présent contrat, le concessionnaire s'engage à respecter lui-même et à s'assurer que toutes les personnes agissant en son nom satisfont aux normes nationales et internes de sécurité et de sûreté, applicables à l'accès aux lieux, aux locaux et (ou) aux manifestations en cours du Parlement européen ainsi que toute autre restriction similaire en vigueur. Le concessionnaire est conscient qu'un tel respect pourrait inclure, mais sans s'y limiter, l'obligation d'obtenir des services compétents du Parlement européen et (ou) des autorités nationales l'habilitation sécuritaire pour lui-même et toute personne agissant en son nom dans le contexte de l'exécution du contrat.
2. Le concessionnaire doit coopérer avec le service de sécurité compétent du Parlement européen afin de l'assister dans l'exécution de sa mission et de ses tâches. Une telle coopération inclut, sans s'y limiter, l'obligation du concessionnaire de signaler immédiatement au service compétent tout changement de personnes agissant en son nom dans l'exécution du présent contrat ainsi que tout incident susceptible de compromettre la sécurité de l'institution.
3. Dans le cas où la personne agissant au nom du concessionnaire et devant accéder aux lieux, locaux et (ou) aux manifestations en cours du Parlement européen n'obtient pas ou perd l'accréditation ou l'habilitation sécuritaire, le concessionnaire procède à son remplacement sans délai. Tout autre manquement aux normes de sécurité et de sûreté applicables confère au Parlement européen le droit d'obtenir le remplacement de la personne en question. Le personnel de remplacement doit posséder les accréditations et habilitations sécuritaires nécessaires et être capable de poursuivre l'exécution du contrat dans les mêmes conditions contractuelles. Le concessionnaire est responsable de tout retard dans l'exécution des tâches qui lui sont confiées imputable à un remplacement de personnel opéré conformément au présent article.
4. Tout manquement de la part du concessionnaire aux obligations concernant la sécurité et (ou) tout refus de se soumettre à la procédure d'accréditation et (ou) d'habilitation sécuritaire, permettra au Parlement européen de résilier le présent contrat sans préavis.

ARTICLE 21 - ANNEXES

Annexe I: Cahier des charges et toutes ses annexes

Annexe II: Offre du concessionnaire du XXXXX

Fait à, le en double exemplaire.

Pour le concessionnaire

Pour le Parlement européen